

Léger fléchissement de la croissance française

D'après la note de conjoncture de l'Insee, le PIB devrait progresser de 0,4 % au premier, puis au deuxième trimestre

Après l'accélération pleins gaz de 2017, l'économie française connaît, depuis le début de l'année, un léger ralentissement. Rien d'alarmant à ce stade: les indicateurs fléchissent, tout en restant positifs.

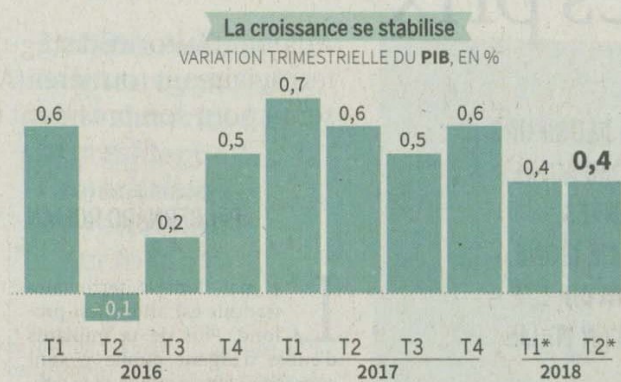
D'après la note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), publiée mardi 20 mars, le produit intérieur brut (PIB) devrait ainsi progresser de 0,4 % au premier puis au deuxième trimestre 2018. Un rythme moins soutenu que précédemment, mais qui porte l'acquis de croissance pour l'année à 1,6 %.

Comme en 2017, c'est surtout l'investissement des entreprises qui tire l'activité. Les ménages, eux, ont assez nettement réduit leurs dépenses de consommation et d'investissement. Leur pouvoir d'achat a été grevé par un regain de l'inflation et l'étalement des baisses de charges. Il devrait, selon l'Insee, reprendre des couleurs au printemps. Mais il n'est pas dit que la confiance, qui a elle aussi marqué le pas en février, suivra la même trajectoire. Un défi de taille pour le gouvernement, alors que se profilent d'importants mouvements sociaux.

Demande mondiale soutenue

A-t-on atteint un pic d'optimisme l'an passé? Possible. L'Insee, qui avait toujours revu à la hausse ses prévisions en 2017, pour finir sur une croissance annuelle de 2 %, joue désormais la prudence. En décembre, les statisticiens misaient sur une progression du PIB de 0,5 % pour le premier trimestre. Elle ne serait plus que de 0,4 %, la production industrielle ayant surpris à la baisse en janvier.

Une fois encore, la France fait un peu moins bien que la moyenne de la zone euro. Si l'activité des



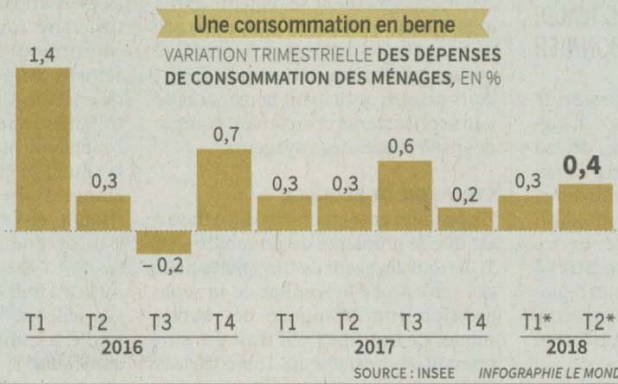
*Prévisions

pays membres devrait, elle aussi, se contracter légèrement, la croissance se maintiendrait théoriquement à 0,5 % par trimestre en début d'année.

L'Hexagone, comme ses voisins, continuera à bénéficier de la bonne santé de l'économie mondiale. Aux Etats-Unis, la mise en place de la réforme fiscale – marquée par la baisse de l'impôt sur les sociétés et de la taxation des revenus des plus riches – a, semble-t-il, permis de prolonger le cycle d'expansion. Malgré les velléités protectionnistes du président Donald Trump, les importations américaines ne devraient pas faiblir.

L'embellie est d'autant plus marquée que les grands émergents ont abordé l'année avec le vent dans le dos. Les perspectives industrielles sont bonnes au Brésil, en Inde et en Turquie; l'économie russe a bénéficié de la remontée des prix du pétrole; et les importations de la Chine, en dépit d'un léger repli de l'activité, progressent au premier trimestre.

Cette demande mondiale soutenue profite vraiment à l'économie française. Dopées par plusieurs livraisons aéronautiques, les exportations ont bondi fin 2017. Elles poursuivront sur leur lancée au premier trimestre, avec



SOURCE : INSEE INFOGRAPHIE LE MONDE

la vente d'un paquebot. Mieux: le commerce extérieur devrait enfin contribuer positivement à la croissance. Du jamais-vu depuis cinq ans, selon l'Insee.

Mue du tissu productif

Pourtant, les temps ne sont déjà plus à l'euphorie. Le climat des affaires commence à piquer du nez. Alors qu'il tutoyait les sommets en décembre, l'indice qui le synthétise a perdu trois points depuis le début de l'année. Industrie, services, bâtiment, commerce... Tous les secteurs sont concernés.

Faut-il s'en inquiéter? Non, assure-t-on à l'Insee. « On reste très

au-delà des moyennes de long terme » et la solidité de l'activité se lit toujours dans les perspectives d'investissement. Les taux avaient atteint en 2017 des niveaux inédits depuis quarante ans. Ils progresseraient encore de 1,1 % puis de 1,2 % au premier et au second trimestre.

Rien d'étonnant à cela: le tissu productif français n'a pas fini sa mue. Les entreprises cherchent à augmenter leurs capacités pour suivre le rythme de la reprise. Elles sont de plus en plus nombreuses à faire face à des difficultés d'offre et à des problèmes de recrutement.

Comme en 2017, c'est surtout l'investissement des entreprises qui tire l'activité

Ces tensions profitent au marché de l'emploi. Malgré la suppression des emplois aidés, les analystes tablent sur 113 000 créations de poste au premier semestre. Un chiffre bien plus haut qu'anticipé. Mais il ne faut pas s'attendre à une baisse du chômage de l'ampleur de celle enregistrée en décembre. Tombé à 8,9 %, son taux devrait se maintenir au même niveau jusqu'en juin. Les salaires, en revanche, continueraient doucement à grimper. On estime leur progression à 2 % dans le secteur marchand en 2017 et à 1,2 % pour les six premiers mois de 2018. Pas de quoi enthousiasmer les ménages...

Ces derniers ont vu leur pouvoir d'achat grignoté en début d'année par la mise en œuvre du premier train de mesures décidées par le gouvernement. L'inflation, estimée à 1,6 %, a également pesé sur les revenus, obligeant beaucoup de Français à puiser dans leurs économies. Le taux d'épargne serait ainsi passé de 14,3 % fin 2017 à 13,7 % au début de l'année.

Mais si le pouvoir d'achat devrait nettement se redresser au second trimestre, la consommation attendue des ménages reste en demi-teinte. Il en va de même de leur investissement. Un repli qui se répercute sur les permis de construire et les transactions de logements anciens. On ignore l'impact qu'aurait sur l'activité les grèves à venir à la SNCF. En 1995, les grands mouvements sociaux avaient coûté, selon les analystes, 0,2 point de PIB trimestriel. ■

ÉLISE BARTHET